

«L'heure est grave»

Répondant à l'appel de huit organisations syndicales, plus de 200 manifestants se sont rassemblés hier midi à Chaumont pour dénoncer «les conséquences désastreuses des politiques d'austérité sur les services publics».



Les manifestants ont dénoncé les conséquences des «politiques d'austérité» sur les services publics.



Pour l'intersyndicale, «l'heure est grave».

Pas de délégation en préfecture



Calmé, le rassemblement à Chaumont n'a été émaillé, hier, que d'un seul mouvement d'humeur. Les «*ouh-ï*» ont jailli quand il a été annoncé que le préfet - qui assisterait à la prise de commandement du commandant de groupement de gendarmerie (lire en page 5) - ne recevrait pas, comme de coutume, une délégation intersyndicale, déléguant cette mission à son directeur de cabinet. «*Il nous a dit que ce n'était pas du mépris de la part du préfet, elle a sans doute un agenda chargé, mais nous, nous le prenons comme tel*», a commenté Rachel Sugneau. La motion a tout de même été remise à Philippe Duval, qui était venu au devant des manifestants.

L'hôpital de Saint-Dizier en grève hier



Un appel à la grève avait été lancé par les syndicats FO et CGT au centre hospitalier Geneviève-de-Gaulle-Anthonioz, hier matin. Vers 9 h, des membres du personnel se sont rassemblés devant l'entrée. Si les syndicats soutiennent les revendications nationales, ils ont également des préoccupations plus locales en ce qui concerne l'hôpital pragard. Et notamment à propos d'un projet encore non officiel qui prévoit la suppression de douze lits en médecine, laquelle entraînerait la suppression de sept emplois. En tout, les syndicats dénoncent la volonté de la direction de l'hôpital de se séparer de quinze agents, avec, en toile de fond, un déficit record atteignant les cinq millions d'euros. «*Ca fera plus de 100 emplois perdus en quatre ans sans regrette Stéphane Collin, secrétaire syndical FO de l'hôpital général. On met fin à des contrats mais on recrute des médecins. On a cinq chirurgiens orthopédiques ! Ce n'est pas cohérent. Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne*». «*La grogne est générale*», reprend Arnette Delanzy, secrétaire départementale santé action sociale de l'hôpital à la CGT. «*Les conditions de travail sont de plus en plus difficiles. Il y a beaucoup de burnout*». Un questionnaire distribué aux agents de l'hôpital et qui devrait bientôt être présenté vient appuyer cette affirmation. «*Il y a plus d'un agent sur deux qui ne conseillerait pas à un collègue de venir travailler à l'hôpital de Saint-Dizier*», selon les syndicats.

Plus tard dans la journée, vers 17 h, un autre rassemblement a eu lieu, cette fois sur la place Aristide-Briand, avec d'autres manifestants, dont des représentants des agents de la Ville. Mais hier soir, comme le matin, la mobilisation n'a pas été particulièrement suivie.

Cela faisait dix ans que toutes les centrales syndicales des fonctionnaires ne s'étaient pas accordées sur un même mot d'ordre. Dans une motion qu'elle a lue au nom de l'intersyndicale, Rachel Sugneau (FO) exposait ainsi le caractère exceptionnel de la mobilisation d'hier. «*C'est dire combien l'heure est grave*», a ajouté la militante, entourée de représentants des autres organisations ayant appelé à la grève (CGT, FSU, CFE-CGC, CFTC, Unsa, CFDT, Solidaires). A cet appel, ont répondu plus de 200 personnes, rassemblées devant la préfecture à Chaumont. Un chiffre que les syndicalistes chevronnés auraient souhaité supérieur, mais les taux de grévistes annoncés par les sections dans certaines administrations - ainsi, 46 % dans les finances publiques* - témoignent cependant d'un mal-être des fonctionnaires, qu'ils soient d'Etat, hospitaliers ou territoriaux.

«*Des nanitis ?*» Ce que l'intersyndicale a dénoncé, ce sont «*les conséquences désastreuses des politiques d'austérité sur les services publics et les conditions de travail et de rémunération des agents*». Les lois et réformes successives engagées depuis dix ans «*remettent*

Éducation nationale : 10 % de grévistes

Le rectorat de Reims nous a transmis hier le pourcentage de grévistes dans l'éducation nationale en Haute-Marne. La moyenne générale pondérée s'établit à 10,15 %. La moyenne chez les enseignants est de 11,62 %. Elle est de 10,89 % dans le premier degré et de 12,89 % dans le second degré. Ces moyennes sont inférieures à celles enregistrées au niveau académique comme à l'échelle nationale (15,53%).

Menaces sur les hôpitaux de proximité

Une mobilisation avait lieu hier midi aux portes de l'hôpital de Joinville où les personnels ont fait part de leurs craintes. Suppressions de postes, baisse du nombre de lits, procédures dégradées... Les inquiétudes sont nombreuses.

Quand on parle de fonctionnaires, on pense aux agents postés derrière leur bureau. Mais la Fonction publique ne se résume pas à ça. Loin de là. Les personnels soignants ou non qui œuvrent dans les hôpitaux ou les Ehpad sont eux aussi pour la plupart des fonctionnaires. Et leur quotidien est tout autre. C'est de ce quotidien, de leurs craintes et inquiétudes pour l'avenir dont ont voulu parler les personnels rassemblés hier midi aux portes de l'hôpital de Joinville.

Plus tôt, dans la matinée, ils ont fait le tour des commerces et des grandes surfaces de la capitale du Vallage pour informer la population sur leurs conditions de travail et sur les menaces qui pèsent sur les petits hôpitaux comme celui de Joinville. «*Ce n'est pas officiel mais il est clair que l'ARS veut supprimer les quatre lits de médecine à Joinville et les cinq lits à Wassy. C'est dra-*

en cause l'égalité républicaine et surtout mettent en place un service public différencié», estiment les syndicats, pointant du doigt leurs conséquences sur un département «*qui se dépeuple et qui voit sa population vieillir*». Fermeture de services, de classes ou d'écoles, suppression de lits de médecine et de chirurgie, «*souffrance dans les maisons de retraite*», fusions intercommunales qui «*ne régulent aucun problème*» : le constat dressé par l'intersyndicale est alarmiste, d'autant qu'elle dénonce un déniement dont les fonctionnaires, considérés comme «*des nanitis, des privilégiés*», font l'objet. Ce qui rend d'autant plus insupportable, à leurs yeux, le gel de la valeur du point d'indice, le rétablissement de la journée de carence ou la hausse de la CSG «*sans gain du pouvoir d'achat*».

L. F.

*Chiffre confirmé par la direction départementale.



Huit organisations syndicales ont appelé à la mobilisation.



Les manifestants dénoncent la cure d'austérité imposée aux hôpitaux alors que ceux de Joinville et de Wassy ne sont pas en mauvaise situation financière.

matique. Des lits en moins, ce sont encore des personnels en moins. Si on commence par les lits de médecine, qui dit qu'on ne touchera pas aux lits SSR (Soins de suite et de réadaptation)», résume Nathalie Cortinovis, secrétaire Force ouvrière au sein de l'hôpital de Joinville, adjoindite à la secrétaire départementale.

Pas remplacés

Le manque de personnels fait partie des plus vives inquiétudes dans les rangs des manifestants. La suppression de la

majeure partie des contrats aidés ne va pas arranger les choses. Fin 2018, sur la quinzaine de contrats aidés actuellement en poste, il n'en restera que quelques-uns, ceux qui ont un contrat d'avenir de trois ans.

Déjà que la situation n'est pas mirobolante, d'après ce que décrit Nathalie Cortinovis, qui explique ce qu'est une procédure dégradée. Les aides-soignantes et les agents des services hospitaliers (ASH) ne sont pas remplacés les deux premiers jours d'un arrêt maladie.

C. C.

«*Ces jours-là, les soins d'hygiène sont revus à minima. Du côté du ménage, on ne fait que ce qui se voit*», explique la responsable syndicale qui, depuis des années, parle d'une «*militance institutionnelle contraire à l'éthique des soignants*». C'est ce qu'ont voulu dénoncer hier les grévistes et manifestants à Joinville qui étaient aussi là pour montrer que les fonctionnaires «*ne sont pas des privilégiés*».